

# GREENPEACE

## ENOVOS NON AU CHARBON



Le charbon, les émissions de CO<sub>2</sub> et les engagements internationaux de lutte contre les changements climatiques

Les changements climatiques sont aujourd'hui la plus grave menace qui pèse sur l'humanité et l'environnement. Des millions de personnes doivent d'ores et déjà faire face aux impacts de la montée des eaux, de l'érosion des zones côtières et de l'intensification des catastrophes naturelles telles sécheresses, inondations, tempêtes, etc. Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), ce sont jusqu'à 1,2 milliard de personnes qui risquent de souffrir de pénuries d'eau en Asie d'ici 2020.

Le charbon est une des causes principales de la crise climatique : émettant plus de CO<sub>2</sub> que le pétrole ou le gaz, la combustion du charbon est la façon la plus polluante de produire de l'énergie. Le charbon est à l'origine d'un tiers des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>.

L'Union Européenne s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici 2020. Pourtant, plus de 50 nouveaux projets de centrales électriques à charbon sont en cours d'élaboration en Europe. Les centrales à charbon existantes en Europe émettent chaque année 1 milliard de tonnes de CO<sub>2</sub>, soit 25% des émissions globales. Le secteur de l'électricité en Europe représente 39% des émissions européennes de CO<sub>2</sub> et le charbon représente 70% des émissions du secteur européen de l'électricité.

Dans les deux décennies à venir, le secteur de l'énergie va subir un important renouvellement de ses centrales. Si gouvernements et industriels n'inversent pas la tendance du développement du charbon, les émissions de CO<sub>2</sub> liées à sa combustion augmenteront de 60% d'ici 2030.

La société luxembourgeoise ENOVOS, assurant la fourniture, le transport - via sa société CREOS - et la distribution de la plus grande partie de l'énergie électrique utilisée au Grand-Duché de Luxembourg, a annoncé son intention de participer au projet de construction d'une centrale électrique à charbon de plus de 400 MWe dans le port de Rotterdam aux Pays-Bas, proposé par la société belge C.GEN. Cette centrale est vendue au public et aux investisseurs comme une 'centrale à hydrogène'. Cependant, l'hydrogène sera obtenu par la combustion du charbon ! Il s'agit donc bel et bien d'une centrale à charbon qui risque d'aggraver fortement les problèmes climatiques en raison de ses émissions

de CO<sub>2</sub>. Qui plus est, cette centrale à charbon doit être construite à moins de 2 km d'un quartier résidentiel, où l'air contient déjà plus de substances nuisibles que le taux autorisé.

Afin d'améliorer l'image du projet, C.GEN et ENOVOS mettent en avant leur intention d'équiper la centrale pour le stockage et le transport du CO<sub>2</sub> produit. Or cette technologie, loin d'être applicable immédiatement, est aussi très controversée. En attendant, la centrale de C.GEN va produire 2.412.900 de tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

Le charbon qui sera utilisé par cette centrale sera importé au Pays-Bas de la Colombie, de l'Afrique du Sud et de l'Indonésie.

RWE, le géant de l'énergie allemand, projette de construire une nouvelle centrale électrique dans laquelle le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) serait séparé, capté puis évacué vers le nord de l'Allemagne en vue d'un stockage définitif. Cette centrale de 450 MWe serait la plus grande centrale thermique au lignite du monde à exploiter cette technologie. ENOVOS a annoncé sa participation financière dans la construction de cette centrale au charbon.

Dans la centrale électrique IGCC (Installation combinée avec gazéification du charbon intégrée), le lignite est d'abord pré-séché par un procédé développé par RWE. Ensuite se produit la gazéification avant que le CO<sub>2</sub> ne soit séparé du gaz de synthèse. Il est prévu de séparer environ 90% du CO<sub>2</sub> produit dans le processus de cette centrale électrique pour être sauvegardé et stocké en profondeur dans des couches géologiques.

Le budget pour l'installation de cette centrale électrique, le pipeline et l'installation de stockage du CO<sub>2</sub> est d'environ deux milliards d'euros, soit un surcoût énorme par rapport à une centrale électrique classique. RWE ne supportera que la moitié de l'investissement total du projet. Le partenaire luxembourgeois assumera une partie du milliard d'euros restant à financer.

Le projet du groupe énergétique RWE consistant à transporter le CO<sub>2</sub> de la centrale située à Hürth près de Cologne vers la Basse-Saxe par pipeline et de le stocker à des milliers de mètres de profondeur dans des aquifères (couches de roches poreuses), subit une forte controverse de la part de la population, controverse soutenue par le Parlement du Land de Basse-Saxe lui-même, qui rejette les projets de stockage du CO<sub>2</sub> sur son territoire.

Enovos International S.A. est la société-mère du nouveau groupe, issu de la fusion de Cegedel S.A., Soteg S.A. et Saar Ferngas AG, les trois fournisseurs d'électricité et de gaz de la Grande Région.

## Structure

Participation directe du gouvernement luxembourgeois dans ENOVOS

Ministère de tutelle : Economie / Energie

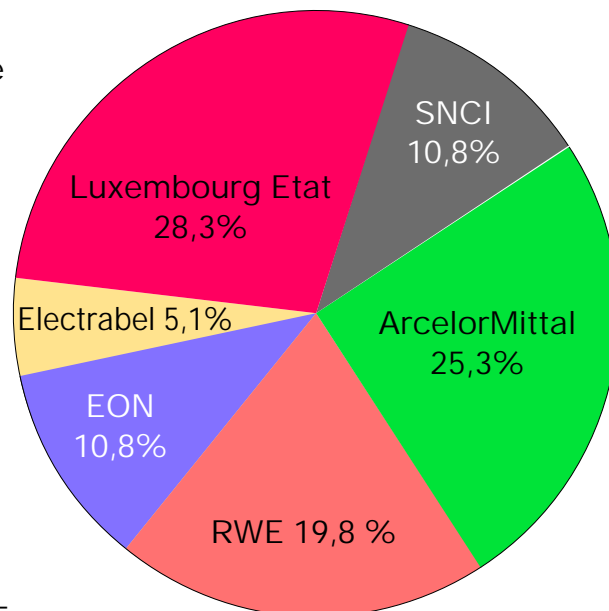
Capital social : 84.450.000,00 EUR

Nombre d'actions émises : 238.735

Valeur nominale d'une action : 100,00 EUR

Nombre d'actions détenues par l'Etat : 238.735

Taux de participation de l'Etat : 28,269 %



## Captage et séquestration du carbone : un remède pire que le mal

L'idée pourrait sembler séduisante, mais le captage et la séquestration du carbone (CSC) posent de nombreux problèmes :

- le CSC ne sera pas prêt à temps pour s'imposer comme une solution crédible qui permettrait d'éviter les pires impacts liés aux changements climatiques. Cette technologie ne sera pas disponible à grande échelle avant 2030. Pas question d'attendre jusque-là ! Selon le GIEC, les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent diminuer à partir de 2015.

- le CSC gaspille l'énergie et réduit l'efficacité des centrales : si on adopte cette technologie, 10 à 30 % de combustibles fossiles supplémentaires devront être brûlés pour arriver à produire les mêmes quantités d'énergie. À grande échelle, voilà qui risquerait d'annuler les gains d'efficacité des cinquante dernières années et d'augmenter d'un tiers la consommation des ressources fossiles.

- le CSC coûte très cher. Il risque de doubler le coût de fonctionnement d'une centrale et, par conséquent, d'aboutir à une augmentation du coût de l'électricité de 21 à 91 %. De plus, les sommes consacrées au CSC réduiront d'autant les investissements disponibles pour les solutions durables aux changements climatiques.

- le CSC présente de nombreux risques. Il est impossible de garantir un stockage sûr et permanent du CO<sub>2</sub>. Cette technologie constitue une menace pour la santé, les écosystèmes et le climat. L'importance de ces risques reste précisément difficile à cerner, mais stocker du carbone sous les mers risque par exemple d'accélérer l'acidification des océans et de nuire à de nombreux organismes, voire à des écosystèmes entiers, situés à proximité des zones d'injection.

## Les demandes de Greenpeace

Dans son 4e rapport publié en 2007, le GIEC dépeint un tableau sans équivoque du dérèglement du climat. Depuis lors, de nouvelles études ont montré que les changements climatiques évoluent plus rapidement que dans les pires scénarios du GIEC. Une augmentation des températures moyennes de seulement 1,5°C pourrait conduire à des phénomènes irréversibles (comme la fonte des plaques de glace du Groenland) tandis qu'une augmentation de 2°C risque de déclencher des changements climatiques catastrophiques. Or, au regard des niveaux actuels d'émissions, nous sommes actuellement sur la voie d'une augmentation des températures de 4 à 6°C.

Pour contrer le changement climatique, il faut limiter l'augmentation moyenne des températures globales sous la barre de 2°C. Ceci implique qu'en décembre à Copenhague, les pays industrialisés, en tant que groupe, s'engagent fermement à réduire leurs émissions de 23% d'ici 2015 pour atteindre 40% de réduction d'ici 2020. Pour cela, il faut impérativement sortir d'un modèle énergétique basé sur les énergies fossiles et annuler tout investissement dans la filière du charbon si l'on ne veut pas atteindre une augmentation des températures de 4, voire 6°C, d'ici à 2100.

## Greenpeace demande au gouvernement luxembourgeois, comme actionnaire majoritaire de la société ENOVOS :

- de refuser tout investissement d'argent public dans des centrales au charbon
- de se prononcer contre le recours aux technologies de captage et le stockage du CO<sub>2</sub>, qui est un remède pire que le mal, et de miser sur les véritables solutions qui sont l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables
- de soutenir une réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre pour les pays industrialisés d'ici 2020.

ENOVOS doit dire la vérité !  
Sur son site Internet, ENOVOS prétend renforcer la part des énergies renouvelables dans son mix

énergétique actuel et qu'ils prévoient des investissements importants au Luxembourg et à l'étranger. Mais ENOVOS ne parle pas de ses investissements dans le charbon !

### Greenpeace demande à ENOVOS

- d'abandonner ses plans d'investissement dans les centrales au charbon de C.GEN au Pays-Bas et de RWE en Allemagne
- de développer une stratégie d'investissement à moyen et à long terme axée sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.